



Réponses au Cardinal Miguel Obando y Bravo

Qui bâillonne et ligote l'Eglise du Nicaragua?

Le 9 août 1986 le Luxemburger Wort a publié un article du Cardinal Obando y Bravo (déjà paru le 12 mai 1986 dans le Washington Post) surtitré: "Les Sandinistes nous ont bâillonnés et ligotés". Cet article a, bien sûr, suscité des réactions au Nicaragua. Ci-après nous reproduisons une réplique du Révérend Jaimes Goff, membre du comité de rédaction de la revue "Amanecer", éditée par le Centre Oecuménique Antonio Valdivisio, centre de réflexion et d'accompagnement pastoral au service des communautés de base des Eglises nicaraguayennes. Il est à noter que les deux articles ont été écrits avant les dégradations plus récentes des relations entre l'Eglise et l'Etat (voir encadré).

L'examen des accusations lancées par le cardinal révèle une situation et une réalité bien différentes de celles qu'il dénonce.

1. Le Cardinal dit que "des dizaines de milliers" de Nicaraguayens sont partis.

Une émigration à grande échelle, surtout de membres de l'ancienne classe dominante, est un phénomène qui se produit dans n'importe quelle révolution sociale et ne signifie pas nécessairement que la révolution soit totalitaire ou oppressive. Les historiens ont calculé qu'après la Déclaration d'Indépendance des treize colonies, quelque 500.000 Nord-Américains, sur une population totale de 2,5 millions, ont été 'loyaux', c.-à-d. loyaux à l'égard du roi Georges III. Cela signifie qu'une personne sur cinq a été contre-révolutionnaire et s'est opposée à la séparation de l'Angleterre. Quelques 100.000 de ce demi-million de personnes sont partis et se sont exilés au Canada, à la Jamaïque et ailleurs.

Comparé à l'expérience nord-américaine le nombre de Nicaraguayens qui ont abandonné leur pays est relativement réduit.

Il y a d'autres faits qui doivent être pris en considération. Ceux qui sont partis ne sont pas tous opposés à la révolution au Nicaragua. Beaucoup ont fui pour échapper aux activités militaires dans les zones de guerre. D'autres ont été séquestrés et ont été obligés de fuir. De nombreux indigènes ont été trompés par les rumeurs répandues par la CIA sur la nature de la révolution.

En plus, ce que le Cardinal omet de mentionner, c'est le fait que des dizaines de ceux qui ont fui sont retournés au pays. Beaucoup d'entre eux font partie de la population des Miskitos. D'autres ont souhaité bénéficier de l'amnistie que le gouvernement révolutionnaire a offert à ceux qui ont fui ou qui ont pris les armes contre le gouvernement.

2. Le Cardinal dit que "des dirigeants ou des membres du gouvernement sandiniste sont partis".

Quelques personnes qui auparavant ont été "dirigeants ou membres du gouvernement sandiniste" se sont jointes aux contre-révolutionnaires. Elles font partie d'un groupe dominé par des commerçants qui ont pensé que le gouvernement sandiniste allait rétablir le statu quo sans Somoza. Arturo

Cruz et Alfonso Robelo sont représentatifs de ce secteur. Mais rares sont les "sandinistes" comme Eden Pastora qui ont rejoint les rangs de la contre-révolution.

Ce qui est sûr, c'est que beaucoup d'anciens somozistes et membres de la Guardia Nacional font maintenant partie de la contre-révolution et contrôlent le mouvement, sous la direction, bien sûr, de la CIA. Enrique Bermudez, un ancien colonel de la Guardia Nacional, est un exemple typique de ce groupe.

3. Le Cardinal dit qu'il n'y a aucune justification à la censure.

La censure au Nicaragua a souvent été considérée comme étant arbitraire. Ainsi l'organisation des Droits de l'Homme "America's Watch" a signalé que la censure s'exerce selon des critères peu claires et difficilement prévisibles.

En disant toutefois qu'il n'y a aucune justification aux restrictions de la liberté de presse,



Obando méconnaît le droit d'un gouvernement à surveiller la presse en temps de guerre. Aucun gouvernement ne saurait supporter l'angoisse que provoque la mort des jeunes qui tombent sur le champ de bataille alors que, derrière le front, les agents de l'ennemi minent ses efforts militaires en publiant des fausses informations sous la direction de la CIA.

Qu'il y ait eu quelques cas de censure injustifiables, nous ne le contestons pas. Cependant, c'est un fait que l'imposition de la censure dans des circonstances d'agression économique et militaire est raisonnable et à conseiller. Le gouvernement serait négligent s'il ne censurait pas les moyens d'information dans des conditions aussi précaires.

4. Le Cardinal parle de "l'étouffement progressif des libertés publiques".

Le Cardinal se réfère aux dispositions de l'Etat d'Urgence qui a été introduit par décret présidentiel le 15 octobre 1985 et ratifié après par l'Assemblée Nationale pour une période de trois ans. L'Etat d'Urgence est fondé sur l'effort des contre-révolutionnaires de créer dans le pays un "front intérieur" d'où seraient lancées des activités terroristes tendant à semer le chaos, à provoquer et à organiser le mécontentement populaire, ce qui arrangerait les forces contre-révolutionnaires mises en difficulté et militairement affaiblies.

Dans un contexte pareil, l'Etat d'Urgence est justifié. Le pays doit combattre sur deux fronts pour faire face à une guerre d'agression financée, équipée, conseillée, armée et appuyée ouvertement par la plus grande puissance économique et militaire du monde. Les coûts de cette guerre tragique augmentent chaque jour, avec ses séquestrations, ses violations, ses massacres et ses attaques - qui touchent surtout la population civile. Les Etats-Unis ont imposé un blocus économique qui aggrave la crise économique que traverse le pays. Ignorer ce contexte et juger une situation d'urgence uniquement sur la base de principes théoriques, revient à mépriser ceux qui meurent pour la défense de la révolution.

5. Le Cardinal parle "de violations permanentes des Droits de l'Homme".

La majorité des sources autorisées reconnaissent que le bilan des sandinistes en matière de Droits de l'Homme est positif. Les déclarations du gouvernement des Etats-Unis sur de prétendues violations des Droits de l'Homme au Nicaragua sont exagérées et contrastent manifestement avec les rapports établis par des organismes internationaux des Droits de l'Homme indépendants comme "America's Watch" et Amnesty International, qui disent que le 'bilan' du Nicaragua sous le gouvernement sandiniste est plutôt positif, comparé à celui d'autres pays d'Amérique Centrale et d'Amérique du Sud. Ces organismes signalent également que lorsque des abus et des violations sont dénoncés, les autorités prennent des mesures pour corriger la situation. A cet égard, un rapport publié par "America's Watch" en 1985 dit: "A la différence d'autres gouvernements latino-américains auxquels de dures critiques ont été adressées, le gouvernement a répondu aux organismes des Droits de l'Homme par des efforts, pour améliorer la situation. ... Au début de 1984 par exemple, le gouvernement nicaraguayen a procédé à différentes enquêtes sur des abus dans des régions éloignées

qui ont abouti à des procès et à des sanctions contre des membres des forces de sécurité. ... Concernant la minorité des Miskitos, il y a eu un net effort pour améliorer les relations et pour résoudre les conflits du passé."

6. Le Cardinal parle de l'expulsion de prêtres

Quelques prêtres, tous des étrangers, ont été expulsés par le gouvernement (le Nicaragua n'expulse pas ses propres citoyens). La dernière expulsion a eu lieu en juillet 1984 quand 10 prêtres se sont vu retirer le permis de résidence et que l'ordre leur fut donné de quitter le pays. Cela s'est passé à un moment de grande tension, lorsqu'un prêtre nicaraguayen, le Père Amado Pena, a été arrêté à son domicile et accusé d'être impliqué dans des activités contre-révolutionnaires allant jusqu'au transport illégal d'armes et de matériel de propagande pour le FDN.

La Conférence Episcopale a qualifié ces expulsions de "persécution de l'Eglise", or les prêtres étaient en train d'inciter des jeunes dans les écoles et les paroisses, où ils travaillaient, de ne pas s'inscrire au service militaire, oeuvrant ainsi contre la sécurité nationale du Nicaragua. Le Ministre de l'Intérieur a accusé les prêtres de s'adonner à une "intense activité politique contraire au gouvernement" et de préparer une confrontation entre l'Eglise et la révolution.

7. Le Cardinal parle de "l'exode de notre jeunesse en âge d'être appelée sous les drapeaux."

Se soustraire au service militaire est un phénomène qu'on trouve dans n'importe quel pays qui impose le service obligatoire, peu importe les justifications

L'évêque nicaraguayen Pablo Antonio Vega, évêque de Juigalpa, a été convoqué le vendredi 4 juillet par la Sécurité dans sa résidence puis accompagné jusqu'à la frontière du Honduras, qui a accordé l'asile à Mgr Vega.

Celui-ci est connu comme l'un des évêques les plus hostiles au régime sandiniste. L'avant-veille de son expulsion, il avait rappelé devant des correspondants étrangers son soutien aux "contras" et justifié l'aide de 100 millions de dollars aux contre-révolutionnaires, récemment votée par la Chambre des représentants américains. La radio officielle sandiniste avait violemment réagi: "Les déclarations de Mgr Vega constituent une action provocatrice."

Devant cette nouvelle dégradation des relations entre l'Etat et la hiérarchie nicaraguayenne, le cardinal Obando y Bravo, archevêque de Managua, a parlé de "violation des droits de l'homme", ajoutant: "Il n'y a plus ici de liberté d'expression."

Dans une allocution prononcée le dimanche 6 juillet à Juigalpa, dans le diocèse même de Mgr Vega, le président Daniel Ortega a répondu que les deux prélats, Mgr Vega et Mgr Carvallo, avaient agi "ni en Nicaraguayens ni en chrétiens, mais en agents de Reagan et en ennemis du Christ".

Le Monde, 8 juillet 86

des efforts de défense. Au Nicaragua, la grande majorité des jeunes font leur service dans les Forces Armées. Les raisons pour ne pas le faire sont complexes et vont bien au-delà de la pure opposition à la révolution. Parmi les familles aisées, cette attitude s'explique par des raisons principalement politiques; parmi les secteurs populaires, ce sont les raisons économiques et sociales qui prédominent.

8. Le Cardinal dit que l'Eglise a été "baïllonnée et ligotée".

La plupart des gens au Nicaragua sont surpris par les allégations du Cardinal disant que l'Eglise est "baïllonnée et ligotée". Il existe plus de liberté religieuse ici que dans beaucoup de pays latino-américains. Ici, aucun prêtre, aucun pasteur n'a été assassiné comme cela arrive dans d'autres pays d'Amérique Centrale. La déclaration officielle du Front Sandiniste sur la religion, publiée en octobre 1980 est unique comme déclaration faite par un mouvement révolutionnaire de l'Amérique Latine. En plus, cette déclaration, dont le premier point garantit "le droit inaliénable à la liberté religieuse au Nicaragua", est respectée par les sandinistes comme un engagement fondamental.

Il existe au pays 173 écoles confessionnelles dont 152 sont dirigées par des congrégations catholiques et 21 par des protestants. Ces écoles fonctionnent librement et reçoivent même des subsides du Ministère de l'Education. Même si la religion n'est pas enseignée dans les écoles publiques, le Ministère encourage les efforts de consacrer une partie de l'horaire des écoles publiques à l'enseignement religieux, dispensé par des professeurs appartenant à ces établissements.

Les séminaires et instituts bibliques agissent librement partout dans le pays. La littérature religieuse ou biblique peut être importée ou imprimée dans le pays. Des édifices ecclésiastiques peuvent être construits dans n'importe quel endroit du pays, à l'exception des zones de guerre. Souvent la municipalité met les terrains nécessaires à la disposition. Des douzaines d'églises sont en train d'être construites ou agrandies.

La religion est en plein épanouissement au Nicaragua. Les Eglises protestantes disposent d'un effectif d'à peu près 1500 édifices et de quelques 2000 pasteurs. Quelque 85 Eglises ou sectes protestantes ont été enregistrées officiellement auprès du gouvernement et exercent leurs activités dans le pays. Environ 60% de celles-ci appartiennent au CEPAD, le Comité Evangélique d'Aide au Développement.

Bien que la loi militaire ne prévoit pas de statut pour les objecteurs de conscience, le gouvernement a conclu des accords avec la Conférence Episcopale (Catholique) du Nicaragua et le CEPAD (Protestant) pour dispenser du service militaire pasteurs, prêtres et séminaristes.

Les prêtres et le personnel religieux peuvent se déplacer librement dans le pays et prendre la parole dans les Eglises. L'année passée, le Cardinal Obando y Bravo a voyagé souvent dans différentes parties du pays, rendant plus de 70 visites durant une période de 4 mois.

La dernière célébration d'une grande importance religieuse, la Semaine Sainte de 1986, s'est déroulée sans problèmes. Les journaux ont annoncé les activités des paroisses: communions, confirmations, visites sur les cimetières, adoration d'images et

autres activités en relation avec la Passion du Christ. Les catholiques ont assisté à la messe le jeudi saint. Le vendredi saint, ils ont participé à la procession de l'image connue comme celle du Sang du Christ. Quelque 50.000 personnes ont suivi le Cardinal sur le chemin de la croix long de 2 kilomètres et qui s'est terminé sur les ruines de la Cathédrale (endommagée en 1972 par le tremblement de terre de Managua). Sur la place de la révolution, plusieurs milliers de membres des Communautés Ecclésiastiques de Base étaient présents dans la procession. "Même si nous ne pratiquons pas le même Evangile, nous respectons l'autorité des évêques, parce que nous ne souhaitons pas la division de l'Eglise", a expliqué un prêtre travaillant avec les communautés de base dans le nord du pays. Au terme de la semaine, le porte-parole de l'archevêque a déclaré: "Toutes les activités se sont déroulées normalement."

Des restrictions ont été imposées, mais pour des raisons que le Cardinal ne mentionne jamais. Il dit que le bulletin de l'Archevêché, Iglesia, ainsi que l'imprimerie ont été saisis par la police de sécurité de l'Etat. Cela n'a pas été fait pour baïllonner l'Eglise, comme l'affirme le Cardinal, mais parce que le directeur d'Iglesia s'est refusé à faire enregistrer la nouvelle publication au Bureau des Moyens de Communication du gouvernement, malgré le fait que le Ministère de l'Intérieur ait averti que tous les bulletins et revues du pays devaient être enregistrés légalement. En plus, quelques articles du premier (et unique) exemplaire insinuaient que les jeunes ne devraient pas s'inscrire pour le service militaire ni se présenter aux centres d'inscriptions.

Radio Catolica, station de radio de la Conférence Episcopale, a été fermée pour une durée indéterminée sur ordre du Ministère de l'Intérieur début janvier 1986. Le Cardinal évite de mentionner les raisons de cette fermeture: des violations répétées du code et des lois sur la radiodiffusion.



Le Cardinal se plaint de ce que la lettre pastorale du 6 avril de cette année ait été censurée. Le gouvernement a interprété certaines propositions de cette lettre comme un effort visant à encourager la confrontation. En effet, on y insistait à ce que les sandinistes devraient dialoguer avec les forces armées contre-révolutionnaires. Les évêques savent parfaitement que ceci serait fatal pour le processus révolutionnaire et

que le peuple du Nicaragua ne permettrait pas un tel dialogue. Ceci ne signifie pas que le dialogue ne soit pas en train de se réaliser. L'opposition civile est en dialogue permanent avec le gouvernement au sein de l'Assemblée Nationale, où déjà un projet de nouvelle constitution a été élaboré. Le service militaire fait actuellement l'objet de discussions dans des dizaines de réunions en divers endroits du pays. Les forces qui cherchent à renverser le gouvernement par les armes auraient pu participer à ce dialogue. Cependant, elles ont refusé de participer aux élections de 1984 et ont choisi le moyen de la guerre, avec l'appui des Etats-Unis.

Qui "baïllonne et ligote" l'Eglise du Nicaragua?

Vue la large liberté religieuse qui existe au Nicaragua, ce n'est pas le Gouvernement Sandiniste qui baïllonne et ligote l'Eglise. Bien plus, les restrictions à la liberté religieuse sont le fait des évêques de l'Eglise Catholique. De nombreux prêtres et religieux ont été éloignés des grandes paroisses dans les quartiers populaires et mutés à des endroits où leur influence est minime. Le motif a toujours été le même: l'appui ouvert à la révolution nicaraguayenne qui est perçue par ces prêtres comme un processus par lequel le peuple pauvre est en train de se libérer en mettant en pratique les valeurs chrétiennes.

S'agissant de prêtres étrangers, les évêques ont fait parfois pression sur leurs supérieurs afin qu'ils soient rappelés du pays. Et, des fois, le baïllonnement et le ligotage s'appliquent également aux morts. Quelques prêtres ont refusé de célébrer le service funèbre pour des soldats tombés au combat.

Le Cardinal n'est pas insensible. Il exprime sa "grande douleur", non pas au sujet des atrocités commises contre la population civile, mais au sujet de l'occupation d'un bureau de la curie par la police de sécurité de l'Etat.

Il se plaint d'être placé devant le dilemme suivant: "Si nous étions favorable à l'aide militaire aux rebelles, on nous poursuivrait comme traîtres. Si nous nous y opposions, on nous accuserait de prendre parti, ce qui nous disqualifierait immédiatement dans notre tâche de pasteurs. Si nous nous taisons, notre silence fera de nous des coupables, car on nous dira complices."

Ceci constitue un dilemme uniquement pour ceux qui ne savent discerner la dimension morale du conflit nicaraguayen; pour ceux qui sont incapables de s'engager dans le projet des pauvres; pour ceux qui ne connaissent pas Dieu qui prend parti.

Rev. Jaime Goff
(trad. de l'espagnol par Jean Feyder)